

PREFECTURE DE LA REGION  
LANGUEDOC-ROUSSILLON

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, PREFECTURE DE L'HERAULT  
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
3, place Paul Bec - Antigone  
34000 MONTPELLIER

**ARRETE N° 2005 - 1 - 3065**

**OBJET :** Installations Classées  
Sté ONTEX HEALTH CARE France à LUNEL VIEL

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon  
Préfet de l'Hérault

- VU le titre Ier (Installations Classées) du livre V (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77 1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées ;
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié déterminant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 97-I-2029 du 6 août 1997 autorisant les sociétés INCONTINENCE DIFFUSION (ID) et HYGIENE DIFFUSION (HD) à exploiter une unité de fabrication de protections à usage unique pour l'incontinence adulte et de changes pour bébé sur le territoire de la commune de LUNEL VIEL ;
- VU la demande d'autorisation déposée le 9 décembre 2004 et présentée par M P.GAS, agissant en qualité de Directeur de l'usine de LUNEL VIEL pour le compte de la société ONTEX HEALTH CARE FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, concernant la mise en exploitation d'installations de réfrigération et de compression sur le site de LUNEL VIEL ;
- VU l'ensemble des pièces du dossier de demande et notamment l'étude d'impact et l'étude des dangers ;
- VU le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du lundi 21 mars 2005 au jeudi 21 avril 2005 inclus et pour laquelle, le périmètre d'affichage de l'avis au public touchait le territoire des communes de LUNEL VIEL, LUNEL, SAINT JUST et VERARGUES ;
- VU le rapport et l'avis du Commissaire Enquêteur reçus en préfecture le 24 mai 2005 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2005-1-2221 du 9 septembre 2005 prorogeant le délai à statuer jusqu'au 24 février 2006 ;
- VU l'avis des Conseils Municipaux des communes précitées ;
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis du Directeur de l'Institut National des Appellations d'Origine ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 27 octobre 2005 ;

**CONSIDERANT** que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation est sollicitée et leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant dans son dossier de demande, et notamment dans ses études d'impact et de dangers, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement susvisé, la demande et les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à L 511-1 dudit Code de l'Environnement, y compris en situation accidentelle ;

**CONSIDERANT** qu'un système de suivi, de contrôle efficace du respect des conditions d'autorisation, doit être mis en place par l'exploitant afin d'obtenir cette conformité, de la contrôler, et de rectifier en temps utile les erreurs éventuelles ; que ce système pour être efficace et sûr doit comprendre la mise en œuvre d'un ensemble contrôlé d'actions planifiées et systématiques fondées sur des procédures écrites et archivées ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'autorisation doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

**SUR** Proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS PREALABLES**

#### ***ARTICLE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION***

La société ONTEX HEALTH CARE France ,  
dont le siège social est fixé Zone Industrielle des Fournels, 34400 LUNEL VIEL,  
sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté est autorisée à procéder à l'exploitation :

- d'unités de stockage de matières combustibles et de matières plastiques et d'emploi de pâte à papier, colle et matières plastiques pour la production de protections à usage unique pour l'incontinence adulte et de changes pour bébés,
- des installations annexes précisément définies ci-après, présentées dans le dossier de demande comme nécessaires au bon fonctionnement de l'unité et notamment des installations de compression et réfrigération ;

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte de l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié susvisé.

L'exploitation de ces installations doit se faire conformément aux dispositions du titre Ier, livre V, du Code de l'Environnement susvisé et des textes pris pour leur application.

### ARTICLE 1.2 EMBLACEMENT DES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont implantées sur la commune de LUNEL VIEL, Zone Industrielle des Fournels, sur les parcelles n° 21, 22, 23, 24, 48, 49, 50, 51, 52 et 53, section AD

### ARTICLE 1.3 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

| Rubrique | Intitulé de la rubrique   | Volume d'activité   | Cit |
|----------|---|---|-----|
| 2940 2 a | Application, cuisson, séchage de vernis, peinture apprêt, colle, enduit etc.<br><br>1 lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé,<br><br>a si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 1000 litres | Application de colle « Hot melt » sur les 8 lignes de production, la quantité maximale utilisée étant de 3 tonnes par jour  | A   |
| 2920 2 a | Installation de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa<br>2 comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou non toxiques<br><br>a la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW                    | <u>Compression :</u><br><u>Bâtiment 1 :</u> 2 compresseurs de puissance électrique respective de 75 et 90 kW<br><u>Bâtiment 12 :</u> 4 compresseurs de puissance unitaire de 90 kW<br><u>Soit P1=525 kW.</u><br><br><u>Réfrigération :</u><br><u>Bâtiment 1 :</u> 2 installations de réfrigération fonctionnant au R22 et de puissance électrique absorbée respective de 26,7 et 21,5 kW,<br><u>Bâtiment 7 :</u> 1 installation de réfrigération fonctionnant au R407 et de puissance électrique absorbée de 11 kW<br><u>Bâtiments 6 et 12 :</u> 1 installation de réfrigération fonctionnant au R22 et d'une puissance électrique absorbée de 99 kW ,<br><u>Bâtiments 6 et 12 :</u> 6 installations de réfrigération fonctionnant au R22 et d'une puissance électrique absorbée unitaire de 21,5 kW,<br><u>Soit P2=287,2 kW.</u><br><u>P_Totale= 812,2 kW.</u> | A   |
| 2260 1   | Installation de broyage, déchiquetage et ensachage de produits naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant<br>1 supérieure à 500 kW  | 8 lignes de production de puissance unitaire de 110 kW,<br>1 ligne de recyclage des rebuts de fabrication de puissance électrique de 50 kW.<br><br><u>P_TOTALE=930 KW</u>   | A   |
| 2311 1   | Traitement de fibres d'origine végétale ou animale par battage, cardage lavage ., la quantité de fibres susceptibles d'être traitées étant :<br>1 supérieure à 5 tonnes par jour.   | 8 lignes de production pouvant traiter unitairement 36 tonnes par jour<br><u>Q_Totale= 288 tonnes/jour</u>  | A   |
| 2661 2 a | Transformation de polymères :<br>2 par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage etc .), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :<br><br>a supérieure ou égale à 20 tonnes par jour                              | 8 lignes d'assemblage et découpe de films polyéthylène et de polypropylène avec une capacité unitaire de 3,4 tonnes par jour, soit 27,2 tonnes par jour<br>1 ligne de recyclage des rebuts de fabrication à raison de 2,4 tonnes par jour,<br><u>Q_Totale=29 6 tonnes par jour</u>  | A   |
| 2662 a   | Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchouc élastomères ...), le volume susceptible d'être stocké étant :<br><br>a. supérieur ou égal à 1000 m3  | Stockage de 1500 m3 de matières premières en polyéthylène et polypropylène  | A   |

| Rubrique | Intitulé de la rubrique  | Volume d'activité   | Clt |
|----------|--|---|-----|
| 1510 2   | Stockage de matières produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts le volume des entrepôts étant :<br><br>2. supérieur ou égal à 5000 m3 mais inférieur à 50 000 m3, | Bâtiment 4 : V=9000 m3,<br>871 tonnes stockées,<br>Bâtiment 5 : V=10600 m3<br>1026 tonnes,<br>Bâtiment 8 9 et 14 : 6000 m3,<br>3300 tonnes,<br>Bâtiments 1,2 et 3 : 3430 m3<br>1000 tonnes<br>Soit un volume total de 29030 m3 pour un stockage de 6197 tonnes. | D   |
| 1530 2   | Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues la quantité stockée étant :<br><br>2 supérieure à 1000 m3 mais inférieure ou égale à 20 000 m3   | Bâtiments 1 4,5 et 13 :<br>2600 m3 de pâtes à papier,<br>1130 m3 de carton d'emballage.<br>stockages extérieur :<br>95 m3 palettes bois,<br>V <sub>total</sub> =3825 m3   | D   |

#### ARTICLE 1.4 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

##### Bâtiments de stockage des matières premières :

| Référence | Surface            | Descriptif   |
|-----------|--------------------|--|
| 1         | 350 m2             | -100 tonnes de pâte à papier<br>-2 à 3 tonnes de super absorbant   |
| 4<br>5    | 1650 m2<br>1935 m2 | -1000 t (1730 m3) de pâte à papier en bobine<br>-200 t (400 m3) de films polyéthylène en bobine<br>-152 t (545 m3) de film polypropylène en bobine<br>-50 t (60 m3) d'absorbant (polyacrylate) en sac<br>-10 t (50 m3) d'élastiques en cartons de 20 kg<br>-10 t (36 m3) d'adhésifs en bobine<br>-50 t (100 m3) de colle en pains de 1 kg<br>-120 t (240 m3) de sachets en polyéthylène<br>-350 t ( 1130 m3) de cartons d'emballages<br>-5 t de films plastiques d'emballage en bobine<br>-2 postes de charge d'accumulateurs de puissance de courant continu unitaire de 3 kW |
| 13        | 1400 m2            | -500 t (870 m3) de pâte à papier en bobine<br>-1 ligne de presse à balles issue de la ligne de recyclage   |

##### Bâtiments de production :

| Référence | Surface | Descriptif  |
|-----------|---------|---|
| 1         | 1100 m2 | -3 lignes de production<br>Autres (extérieur du bâtiment) :<br>-2 compresseurs d'air de puissance électrique de 90 et 75 kW<br>-un poste de charge d'accumulateurs de puissance de 0,6 kW<br>-2 groupes de réfrigération fonctionnant au R22 de puissance de 26,7 et 21,5 kW                  |
| 6         | 1800 m2 | -3 lignes de production<br>- un poste de charge d'accumulateurs de puissance de 4 kW  |
| 12        | 1580 m2 | -2 lignes de production<br>-1 ligne de recyclage<br>-4 compresseurs à air de puissance unitaire de 90 kW<br>-un poste de charge d'accumulateurs de puissance de 0,6 kW<br>-500 l d'encres et solvants en bidons de capacité inférieure ou égale à 500 ml<br>-150 l d'encres en bidons de 25 l |
| 6 et 12   | /       | -1 groupe de réfrigération fonctionnant au R22 de 99 kW<br>-6 groupes de réfrigération fonctionnant au R22 de 21,5 kW unitaires   |

**Bâtiments de stockage des produits finis :**

| Référence  | Surface | Descriptif   |
|------------|---------|--|
| 2 et 3     | 2350 m2 | -1000 t (produits finis bébé) en sachet et cartons sur palettes<br>-1 groupe diesel avec un réservoir intégré de 50 l de gasoil et un fût de 200 l |
| 8, 9 et 14 | 8291 m2 | -3300 t (produits finis adultes et alèses) en sachets et cartons sur palettes  |

**Bâtiment d'entretien et extérieur associé :**

| Référence | Surface | Descriptif   |
|-----------|---------|--|
| 11        | 200 m2  | -atelier mécanique<br>stockages intérieurs :<br>-cuve aérienne de 700 l de fioul domestique<br>stockage extérieurs :<br>-60 bouteilles de propane de 13 kg<br>- bennes et fûts à déchets |

**Bâtiment administratif :**

| Référence | Surface | Descriptif  |
|-----------|---------|---|
| 7         |         | -un échangeur air/air fonctionnant au R407 de 11 kW |

**ARTICLE 1.5 CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES DU DOSSIER - MODIFICATIONS**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Par application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation

**ARTICLE 1.6 REGLEMENTATION****Article 1.6.1 ABROGATION DE PRESCRIPTIONS ANTERIEURES**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 97-I-2029 du 6 août 1997 sont abrogées.

**Article 1.6.2 TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES**

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont applicables à l'exploitation des installations :

- décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages;
- décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;
- décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;
- arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

- arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances ;
- arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;
- arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

#### **Article 1.6.3            REGLEMENTATION DES INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION**

Les prescriptions des arrêtés types n° 1510 et 1530 sont applicables aux activités soumises à déclaration au titre de ces rubriques.

#### **Article 1.6.4            AUTRES REGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres réglementations applicables, en particulier du Code civil, du Code de l'urbanisme, du Code du travail et du Code général des collectivités territoriales.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **ARTICLE 2    ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

#### **ARTICLE 2.1   LA FONCTION SECURITE-ENVIRONNEMENT**

L'exploitant met en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé. L'ensemble de ce dispositif est dénommé dans le présent arrêté « **fonction sécurité -environnement** ».

#### **ARTICLE 2.2   L'ORGANISATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

La fonction sécurité-environnement est placée sous la responsabilité directe du directeur de l'établissement ou par délégation d'un ou plusieurs responsables nommément désignés.

Ce ou ces responsables, qui peuvent avoir d'autres fonctions (qualité, hygiène-sécurité, ou autres) doivent disposer de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de leur conduite et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

#### **ARTICLE 2.3   MISE EN PLACE ET SUIVI D'INDICATEURS SECURITE-ENVIRONNEMENT**

Pour s'assurer du respect des présentes obligations réglementaires, et plus généralement du respect des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé, l'exploitant met en place des indicateurs adaptés aux différentes prescriptions et facteurs d'impact potentiel significatif sur l'environnement.

L'entreprise se dote des méthodes et outils nécessaires à l'analyse et à la mesure de ces indicateurs, ou fait appel, dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions du présent arrêté, à des prestataires de service externes.

Le personnel chargé de cette surveillance doit avoir suivi au préalable une formation aux appareils et procédures de mesures

#### **ARTICLE 2.4 LA DOCUMENTATION SECURITE-ENVIRONNEMENT**

La documentation sécurité-environnement est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Elle comprend au minimum :

- les informations sur les produits et procédés mis en oeuvre ;
- les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine de la sécurité-environnement ;
- les différents textes applicables aux installations, et notamment une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur et des arrêtés complémentaires le cas échéant ;
- le dossier « situations accidentelles » ;
- les plans, en particulier d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents, des points de contrôle et de mesure ;
- les méthodes et normes d'essai et de contrôle ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents atmosphériques et aqueux, sur le bruit, etc. ;
- les rapports des visites et audits ;
- les rapports d'expertise et de contrôles prévus par le présent arrêté, et autres rapports de contrôles des installations électriques, appareils de levage, protection contre la foudre, appareils à pression, etc. ainsi que de tout autre équipement important pour la sûreté des installations ;
- les procédures et consignes prévues dans le présent arrêté et la liste associée ;
- le relevé des formations et informations données au personnel ;
- tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires ;
- les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux (à conserver 3 ans)

##### **Article 2.4.1 PROCEDURES ET CONSIGNES D'EXPLOITATION**

La liste exhaustive des procédures et consignes d'exploitation est établie et mise à jour par l'exploitant. Elle est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

###### Article 2.4.1.1 Procédures

Des procédures sont établies pour toutes les activités qui peuvent avoir un effet significatif sur les performances relatives aux différents points réglementés dans l'arrêté d'autorisation, et plus généralement sur l'environnement, au sens de la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement susvisé

Ces procédures permettent au personnel d'agir de telle sorte que l'impact sur l'environnement résultant de la mise en œuvre sur le site des produits et procédés soit réduit le plus possible

Elles sont écrites avec la participation des opérateurs afin qu'elles correspondent à la réalité des moyens mis à leur disposition

###### Article 2.4.1.2 Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et entretien) sont obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés. Elles comportent explicitement les différents contrôles à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté

Outre le mode opératoire, elles comportent très explicitement :

- le détail des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modification ou d'entretien de façon à vérifier que les installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté et que les procédés sont maintenus dans les limites de sûreté définies dans le "dossier sécurité" ou dans son mode opératoire ;
- les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres ;
- la procédure de transmission des informations nécessaires entre les postes de travail ;

- les instructions de maintenance et nettoyage ;
- le maintien dans les ateliers de fabrication de la quantité de matière uniquement nécessaire au bon fonctionnement des installations ;
- le principe de ne remettre en service une installation arrêtée par le déclenchement d'une sécurité qu'après suppression de la cause de l'arrêt.

Le respect de ces consignes est garanti par la rédaction de rapports écrits sous forme de tableaux à remplir par les intervenants avec signature, au fur et à mesure du déroulement des opérations.

#### **Article 2.4.2 DOSSIER « SITUATIONS ACCIDENTELLES »**

Le dossier « situations accidentelles » comprend des informations de base nécessaires à la connaissance des mécanismes accidentels envisageables, ainsi que les plans d'alerte, d'évacuation, d'intervention, existants sur le site ;

Etabli sous la responsabilité de l'exploitant, le dossier « situations accidentelles » comprend au moins les éléments suivants :

- la liste des produits, opérations et manipulations potentiellement dangereux ;
- la liste des réactions et transformations physico-chimiques mises en œuvre dans l'établissement, comprenant les informations permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité ;
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans les installations ;
- délimitation des conditions opératoires sûres et recherche des causes éventuelles de dérive des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctives à prendre ;
- schéma de circulation des fluides et bilans matières ;
- modes opératoires ;
- consignes de sécurité propres à l'installation. Celles ci prévoient en particulier explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres

Le dossier « situations accidentelles » est révisé et complété au fur et à mesure :

- de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui le compose ;
- des modifications qui surviendraient dans l'unité, les opérations, les produits, l'environnement concerné

#### **ARTICLE 2.5 ORGANISATION DE LA DOCUMENTATION SECURITE-ENVIRONNEMENT**

Des procédures sont établies pour la maîtrise des documents concernant les thèmes de sécurité-environnement visés dans le présent arrêté, afin de garantir notamment :

- que les documents sont bien identifiés, localisés, et aisément accessibles et consultables sur au moins trois années précédentes ;
- qu'ils sont périodiquement examinés, révisés et validés ;
- que seules les versions actualisées sont détenues par les agents chargés de l'exploitation .

#### **ARTICLE 2.6 FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL**

La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement et le fonctionnement des installations doit être assurée, chacun pour ce qui concerne le ou les postes qu'il peut être amené à occuper C'est le cas, au minimum, pour les postes ayant trait à la combustion, la production de vapeur sous pression, la conduite et maintenance des dispositifs de dépollution et des appareils de contrôle correspondant, ainsi qu'à la sécurité.

Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis à vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement, et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes

Une vérification de la bonne prise en compte et assimilation de toutes ces informations est périodiquement assurée



De plus, l'exploitant doit informer les sous traitants, fournisseurs, et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place

### **ARTICLE 2.7 AUDITS ENVIRONNEMENT**

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est effectuée:

- dans les six mois après signature du présent arrêté,
- périodiquement, à intervalles n'excédant pas 3 ans entre chaque vérification.

Pour la vérification initiale et, ultérieurement, toutes les 3 vérifications, celles-ci sont effectuées par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Les modalités des audits définies dans cet article pourront être revues par l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats observés, de l'expérience acquise et sur présentation d'un dossier motivé.

### **ARTICLE 2.8 RAPPORT ANNUEL DE SECURITE-ENVIRONNEMENT**

Un rapport de synthèse concernant le domaine sécurité-environnement est établi chaque année par le ou les responsables sécurité-environnement à l'intention du directeur de l'établissement (dans le cas où la fonction de responsable sécurité-environnement est déléguée même partiellement)

Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes comporte :

- les vérifications de conformité et leurs conclusions ;
- les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;
- les renseignements importants pour la sécurité-environnement, tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies,
- les résultats des tests, des exercices,
- la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires.
- le point de l'avancement des travaux programmés, ...

## **ARTICLE 3 CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION**

### **ARTICLE 3.1 CONDITIONS GENERALES**

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement vis à vis de la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé, les dispositifs mis en cause doivent être arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement desdites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.

### **ARTICLE 3.2 ACCES, VOIES INTERNES ET AIRES DE CIRCULATION**

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Il fait l'objet d'une signalisation appropriée, en contenu et en implantation, indiquant le danger et les restrictions d'accès.

Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.

Les accès, voies internes et aires de circulation sont nettement délimités et réglementés en fonction de leur usage, revêtues (béton, bitume, etc.) et maintenus en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation et, en particulier, celle des engins des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice pour le respect du Code de la Route, l'exploitant prend toutes dispositions utiles pour inciter à l'utilisation par les poids-lourds entrant et sortant de son site, des voies de desserte locale les plus adaptées à la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé

### **ARTICLE 3.3 REGLES DE CIRCULATION INTERNE**

L'exploitant établit des consignes d'accès des véhicules à l'établissement, de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, ainsi que de chargement et déchargement des véhicules. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, ...).

Un soin particulier sera apporté aux mesures mises en place pour la traversée du chemin des Fournels par le personnel de l'établissement (passages piétons, dos d'âne...).

Ces mesures seront reprises dans le plan de circulation interne de l'établissement.

En particulier, des dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes.

### **ARTICLE 3.4 SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS**

Une surveillance des installations doit permettre de garantir la sécurité des personnes et des biens y compris en dehors des heures de travail.

En particulier, les bâtiments de production, de stockage et d'entretien de l'établissement sont équipés d'une alarme anti-intrusion opérationnelle en dehors des heures de travail.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux, à tout moment, en cas de besoin.

### **ARTICLE 3.5 ENTRETIEN DE L'ETABLISSEMENT**

L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les voies de circulation, l'intérieur des ateliers, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être régulièrement entretenu et maintenu en bon état de propreté et d'esthétique (peinture, plantations, zones engazonnées, écrans de végétation, ...)

Lorsque les travaux d'entretien ne portent que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout..., sont prises pour assurer la sécurité

Toutes dispositions sont mises en œuvre pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches, ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal

### **ARTICLE 3.6 EQUIPEMENTS ABANDONNES**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la sécurité et la prévention des accidents.

## **ARTICLE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU**

### **ARTICLE 4.1 PRELEVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU**

#### **Article 4.1.1 CONSOMMATION**

Outre l'alimentation en eau potable à usage sanitaire, la consommation en eaux à usage industriel est exclusivement destinée aux activités suivantes:

- humidification des bobines,
- alimentation des douchettes servant aux tests des produits finis.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau sur les trois raccordements au réseau public implantés dans son établissement.

L'usage du réseau d'eau d'incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau

#### **Article 4.1.2 ALIMENTATION**

L'alimentation en eaux à usage industriel visées ci-dessus s'effectue exclusivement à partir du réseau public d'alimentation en eau potable

L'alimentation du site en eau brute utilisée pour alimenter les moyens de secours incendie (RIA, réseau sprinkler, poteaux incendie) se fait par le réseau d'irrigation BRL.

### **ARTICLE 4.2 AMENAGEMENT DES RESEAUX D'EAUX**

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement sont du type séparatif

On doit distinguer en particulier les réseaux d'eaux pluviales (internes et externes), d'eaux de purges ou de lavage et d'eaux sanitaires.

Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire sont protégés contre tout retour d'eaux polluées, en particulier provenant d'installations industrielles, par des dispositifs conformes aux prescriptions du Code de la santé publique

Toute communication entre les réseaux d'eaux à usage sanitaire et les autres réseaux est interdite

Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux polluées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux sont conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien

### **ARTICLE 4.3 SCHEMAS DE CIRCULATION DES EAUX**

L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus.

Ces schémas sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **ARTICLE 4.4 AMENAGEMENT DES POINTS DE REJET**

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 4.5 COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES**

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité.

Tous les ouvrages de collecte et de traitement sont dimensionnés pour accepter les effets d'une précipitation au moins décennale.

Les eaux pluviales sont collectées et traitées de la manière suivante :

- sur la partie Nord du site : elles sont collectées par un réseau pluvial interne et rejetées dans le ruisseau le Dardaillon Est,
- sur la partie Sud du site : elles sont collectées par des réseaux internes et rejetées dans le ruisseau Dardaillon Est,
- sur le bâtiment 13 : elles sont traitées au travers d'un séparateur à hydrocarbures avant d'être dirigées vers le bassin de rétention des eaux d'incendie de 600 m<sup>3</sup> situé au sud de l'établissement.

### **ARTICLE 4.6 EAUX INDUSTRIELLES**

Les eaux usées industrielles proviennent exclusivement des purges des installations de compression d'air (condensats).

Il y a 2 points de rejet pour ces eaux usées industrielles :

- Bâtiment 1 (production BB),
- Bâtiment 6 (production AD)

#### **Article 4.6.1 TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES**

Les eaux usées industrielles sont traitées au passage d'un séparateur à huile puis rejetées dans le réseau de collecte des eaux industrielles qui est raccordé à la station d'épuration de LUNEL VIEL.

#### **Article 4.6.2 ENTRETIEN DES RESEAUX**

Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.

## **ARTICLE 4.7 EAUX USEES SANITAIRES**

Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées par raccordement au réseau communal d'assainissement dans le respect des prescriptions du règlement édicté par le gestionnaire de ce réseau.

## **ARTICLE 4.8 ENTRETIEN DES VEHICULES ET ENGINS**

L'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectuera exclusivement sur des aires couvertes spécialement aménagées à cet effet permettant de limiter autant que possible les risques de pollution et reliées au circuit des eaux usées industrielles de l'établissement.

## **ARTICLE 4.9 LIMITATION DES REJETS AQUEUX**

### **Article 4.9.1 PRINCIPES GENERAUX**

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le rejet d'eaux dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.

Les présentes prescriptions s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 35-8 du Code de la Santé Publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau

### **Article 4.9.2 VALEURS LIMITES**

Le rejet des eaux usées industrielles respectera sans dilution les valeurs limites suivantes :

| <b>Paramètres</b> | <b>Valeurs limites</b> |
|-------------------|------------------------|
| Débit journalier  | 0,1 m3                 |
| pH                | 5,5-8,5                |
| Température       | < 30°C                 |
| Hydrocarbures     | 10 mg/l                |

### **Article 4.9.3 AUTRES CONTROLES**

Des mesures et des contrôles pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant

### **Article 4.9.4 INFORMATION CONCERNANT LA POLLUTION AQUEUSE**

Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Ces registres doivent être archivés pendant une période d'au moins deux ans. Ils pourront être remplacés par d'autres supports d'information définis en accord avec l'inspecteur des installations classées

## **ARTICLE 5 PREVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES**

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments est interdite.

### **ARTICLE 5.1 EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières. Les produits de ces dépoussiérages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques.

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières. Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés.

La combustion à l'air libre, notamment de déchets, est interdite.

## **ARTICLE 5.2 EMISSIONS CANALISEES**

### **Article 5.2.1 POINTS DE REJETS**

Les 8 lignes de production de couches et d'alèses disposent au total de 4 points de rejets du au défilage et au déchiquetage de la cellulose.

Ces 4 points de rejets sont implantés sur les bâtiments suivants :

- bâtiment 6 : 2 points de rejet pour les 3 lignes de production,
- bâtiment 12 : 2 points de rejet pour les 2 lignes de production et la ligne de recyclage destinée à séparer la pâte à papier du produit super absorbant

### **Article 5.2.2 EQUIPEMENTS**

Les installations de collecte et de traitement des effluents atmosphériques émis sur le site doivent être conçues, réglées et entretenues afin d'assurer le respect des valeurs limites édictées ci-après.

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien sont consignés par écrit.

Toute anomalie dans le fonctionnement des dispositifs de collecte ou de traitement des effluents conduisant à une réduction de leur performance doit être détectée automatiquement et entraîner l'isolement des circuits correspondants sans préjudice toutefois pour le maintien d'un niveau de sécurité suffisant au regard notamment de tout risque d'explosion.

## **ARTICLE 5.3 ENTRETIEN**

Les installations doivent être équipées des appareils de réglage et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

Le réglage et l'entretien des installations de combustion, de leurs équipements de conduite, des conduits d'évacuation et des éventuels dispositifs de traitements des fumées doit se faire aussi soigneusement et fréquemment que nécessaire, afin d'assurer le respect des valeurs limites édictées ci-après.

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien sont consignés par écrit.

## **ARTICLE 5.4 CONDUITS D'EVACUATION DES EFFLUENTS CANALISES**

Les caractéristiques de construction de chaque conduit d'évacuation à l'atmosphère, doivent assurer une bonne diffusion des fumées de façon à ne pas entraîner de gêne dans les zones accessibles à la population. La forme des conduits doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Afin de permettre le contrôle à l'émission de ces gaz, le conduit d'évacuation doit être pourvu d'orifice obturable et commodément accessible permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère

Les sections de mesures doivent être implantées et les conduits aménagés de façon à respecter les règles générales définies par la norme NF X 44-052

#### Article 5.4.1 NORMES DE REJETS

Les émissions canalisées en sortie des conduits d'évacuation respecteront les valeurs maximales suivantes :

| Paramètres | Valeurs limites       | Flux                      |
|------------|-----------------------|---------------------------|
| Débit      | /                     | 15 000 Nm <sup>3</sup> /h |
| Poussières | 50 mg/Nm <sup>3</sup> | 750 g/h                   |

#### Article 5.4.2 CONTROLE DES REJETS

L'exploitant fait réalisé une fois par an à sa charge, par un organisme agréé, un prélèvement et une analyse sur les 4 points de rejet des effluents canalisés dans des conditions de fonctionnement normal des installations

Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

#### Article 5.4.3 REFERENCE POUR LE CONTROLE DES REJETS

Les méthodes d'échantillonnage et les mesures pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur

#### ARTICLE 5.5 AUTRES CONTROLES

D'autres mesures ou contrôles de la qualité de l'air à l'émission ou dans l'environnement peuvent à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant

### ARTICLE 6 ELIMINATION DES DECHETS INTERNES

#### ARTICLE 6.1 GESTION GENERALE DES DECHETS

Les déchets internes à l'établissement sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé

Toute disposition est prise afin de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchet sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions du titre IV, livre V, du Code de l'Environnement susvisé sur les déchets et des textes pris pour leur application.

Quelles que soient les destinations des déchets internes, leur quantité en stock au sein de l'établissement ne doit en aucun cas dépasser la production de 6 mois d'activité à allure usuelle des installations.

#### ARTICLE 6.2 STOCKAGE DES DECHETS

Les déchets sont stockés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage (prévention des envols, des odeurs, ...) et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration

Tous déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont stockés à l'abri des intempéries et dans des conditions conformes aux prescriptions du présent arrêté.

Tout stockage de déchets hors des zones prévues à cet effet est interdit.

### **ARTICLE 6.3 ELIMINATION DES DECHETS**

Lorsque l'exploitant cède tout ou partie des déchets qu'il produit à une entreprise de transport, de négoce ou de courtage de déchets, il s'assure au préalable que cette entreprise répond aux obligations du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 et peut en particulier justifier de sa déclaration d'activité en préfecture.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur notamment concernant le transport de matières dangereuses.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés

#### **Article 6.3.1 DECHETS BANALS**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique caoutchouc, ...) peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères

Conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994, les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

L'exploitant doit pouvoir justifier du caractère ultime au sens de l'article L 541-1 du Code de l'Environnement susvisé, des déchets mis en décharge.

#### **Article 6.3.2 DECHETS DANGEREUX**

Les déchets dangereux tels qu'ils sont définis à l'article 2 du décret du 18 avril 2002, sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets

L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination; les documents justificatifs sont conservés au minimum pendant 5 ans

Cette disposition concerne notamment les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants

Les huiles usagées sont récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles sont cédées à un ramasseur ou à un éliminateur agréé dans les conditions prévues à l'article 8 du décret modifié n° 79 981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur notamment concernant le transport de matières dangereuses.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés

Il est enfin tenu à l'émission d'un bordereau de suivi tel que défini par l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances et doit s'assurer de son retour en provenance de l'éliminateur

### **ARTICLE 6.4 SUIVI DE LA PRODUCTION ET DE L'ELIMINATION DES DECHETS**

L'exploitant assure une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés.

A cet effet, il tient à jour un registre daté sur lequel sont notées les informations suivantes :

- les quantités de déchets produites, leurs origines, leurs natures, leurs caractéristiques, les modalités de leur stockage



- les dates et modalités de leur récupération ou élimination en interne,
- les dates et modalités de cession, leur filière de destination

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans

#### **ARTICLE 6.5 INFORMATION CONCERNANT LES DECHETS DANGEREUX**

En application de l'article L 541-7 du Code de l'Environnement susvisé relatif à l'élimination des déchets, l'exploitant est tenu d'adresser un bilan annuel sur la production et l'élimination des déchets conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.

#### **ARTICLE 7 PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la tranquillité du voisinage.

##### **ARTICLE 7.1 VEHICULES - ENGINS DE CHANTIER**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571-2 du Code de l'Environnement susvisé.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est peu fréquent, de courte durée et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Dans le cadre de la maintenance préventive de tels appareils et sans préjudice des obligations résultant d'autres réglementations, l'exploitant met en œuvre tous moyens appropriés permettant de s'assurer de leur bon fonctionnement tout en limitant les effets sonores de leur déclenchement.

##### **ARTICLE 7.2 VIBRATIONS**

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986), relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

##### **ARTICLE 7.3 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT ET DE VIBRATION**

###### **Article 7.2.1 PRINCIPES GENERAUX**

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, notés  $L_{Aeq,T}$  du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (installations à l'arrêt). Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;
- zones à émergence réglementée :
  - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),
  - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation, et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion des parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

### **Article 7.2.2 VALEURS LIMITEES DE BRUIT**

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

- 5 (6) dBA pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés,
- 3 (4) dBA pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les émissions sonores des installations ne doivent pas dépasser les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété fixés dans le tableau ci-après, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne)

| $L_{Aeq,T}$ aux points : | point 1 | point 2 | point 3 | point 4 |
|--------------------------|---------|---------|---------|---------|
| jour                     | 61      | 68      | 69      | 70      |
| nuit dimanches fériés    | 59      | 65      | 67      | 67      |

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré  $L_{Aeq}$ . L'évaluation de ce niveau se doit faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations

### **ARTICLE 7.3 AUTOCONTROLES DES NIVEAUX SONORES**

L'exploitant fait réaliser dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté puis tous les trois ans, à ses frais une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme ou une personne qualifié et indépendant. Ces mesures se font aux emplacements définis dans l'arrêté préfectoral c'est à dire en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementées les plus sensibles

L'acquisition des données à chaque emplacement de mesure se fait conformément à la méthodologie définie dans l'annexe technique de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les conditions de mesurages doivent être représentatives du fonctionnement des installations. La durée de mesurage ne peut être inférieure à la demi heure pour chaque point de mesure et chaque période de référence

## **ARTICLE 8 CONDITIONS PARTICULIERES A LA PREVENTION DES ACCIDENTS**

### **Article 8.1.1 INFORMATION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Il fournira à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.

### **ARTICLE 8.2 ORGANISATION DU RETOUR D'EXPERIENCE**

Sur la base des observations recueillies au cours des inspections périodiques du matériel, des exercices de lutte contre un éventuel sinistre, des incidents et accidents survenus dans l'établissement ou dans des établissements semblables, des déclenchements d'alerte et de toutes autres informations concernant la sécurité, l'exploitant doit établir au début de chaque année une note sur les enseignements tirés de ce retour d'expérience et intéressant l'établissement.

Cette note est insérée dans le rapport annuel de sécurité-environnement

Des procédures doivent être établies pour bien réagir et ceci dans les délais les plus brefs en cas d'incident ou d'accident. Elles doivent permettre :

- d'identifier le problème aussi rapidement que possible ;
- d'identifier le niveau de gravité ;
- de déterminer les actions prioritaires à effectuer.

Pour s'assurer de l'efficacité de ces procédures l'entreprise doit réaliser à leur mise en service et périodiquement des entraînements et simulations

Les procédures doivent être modifiées en tenant compte du retour d'expérience suite aux simulations, incidents ou accidents.

### **ARTICLE 8.3 PRECAUTIONS VIS A VIS DES PRODUITS CHIMIQUES**

#### **Article 8.3.1 CONNAISSANCE DES PRODUITS - ETIQUETAGE**

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en oeuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

#### **Article 8.3.2 REGISTRE ENTREES/SORTIES**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours

### **ARTICLE 8.4 SECURITE DES PROCEDES ET INSTALLATIONS**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publiques doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel concerné de tout incident

L'unité doit pouvoir être mise en sécurité par un système indépendant du système de conduite des installations : pas de mode commun de défaillance. Ce système est à sécurité positive sur les principaux modes de défaillance.

Toutes dispositions contraires à ces principes d'indépendance doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Des dispositions doivent être prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence des installations.

### **ARTICLE 8.5 PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX**

#### **Article 8.5.1 ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Les installations susceptibles d'être à l'origine d'une pollution accidentelle des eaux doivent être placées sous la responsabilité d'un préposé désigné par l'exploitant.

Une consigne écrite doit préciser :

- les modalités d'exploitation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Cette consigne est affichée en permanence et de façon apparente à proximité du dépôt. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées

### **Article 8.5.2 AMENAGEMENTS – EAUX D'EXTINCTION**

L'ensemble du site est aménagé de façon à y maintenir les eaux d'extinction d'un incendie ainsi que les eaux pluviales internes souillées.

En particulier, un bassin étanche d'au moins 600 m<sup>3</sup> est aménagé en point bas du site.

Les eaux maintenues sur le site et celle collectées dans ce bassin ne peuvent être rejetées qu'après vérification de leur innocuité pour le milieu récepteur. A défaut, elles doivent être traitées ou éliminées en tant que déchets dans des installations autorisées à cet effet.

### **Article 8.5.3 EQUIPEMENTS DES STOCKAGES ET RETENTIONS**

Tout stockage de produits susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention des liquides polluants qui pourraient être accidentellement répandus.

Dans le cas des stockages de produits liquides, le volume de cette rétention est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand stockage associé,
- 50% de la capacité globale des stockages associés.

Les capacités de rétention doivent également être dimensionnées pour contenir les eaux de lutte contre un incendie.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Elles doivent être étanches, en toutes circonstances, aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à leur action physique et chimique.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Toutes les précautions doivent être prises pour éviter que les tuyauteries puissent être une cause de détérioration de l'étanchéité des parois de la cuvette.

Si des équipements électriques sont utilisés dans ou à proximité de la capacité de rétention, ils doivent être conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 sur les installations électriques mises en oeuvre dans les installations classées.

Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses, doivent être associés à des capacités de rétention distinctes répondant individuellement aux conditions définies ci-dessus. On veillera en outre à ce que les agents extincteurs utilisés pour protéger les stockages de liquides inflammables soient compatibles avec les produits stockés.

## **ARTICLE 8.6 PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION**

### **Article 8.6.1 PRINCIPES GENERAUX DE MAITRISE DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION**

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Il est notamment interdit de fumer et d'apporter des feux nus à proximité des installations dans des zones délimitées par l'exploitant et présentant des risques d'incendie ou d'explosion.

### **Article 8.6.2 CONCEPTION DES BATIMENTS ET DES LOCAUX**

Les bâtiments et les locaux doivent être conçus, aménagés et entretenus de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

A cet effet, des séparations coupe-feu (mur coupe-feu de degré 2 heures et port coupe-feu de degré 1 heure) sont effectives sur le site et en particulier :

- séparation entre les bâtiments de production 6 et 12,
- séparation entre le bâtiment de production n° 12 et la bâtiment de stockage de matières premières n° 13,
- séparation entre les bâtiments de stockage de produits finis n° 9 et 14,
- séparation de la partie administrative et stockage du bâtiment 9.

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles sont desservies, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteur équipé. A l'intérieur des ateliers, des allées de circulation doivent être aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les bâtiments de stockage et de production sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

#### **Article 8.6.3            CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

#### **Article 8.6.4            INTERDICTION DES FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

#### **Article 8.6.5            "PERMIS DE TRAVAIL"**

Dans les parties des installations visées au point ci-dessus, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils doivent avoir nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### **Article 8.6.6      MATERIEL ELECTRIQUE**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application.

#### **Article 8.6.7      ATMOSPHERES EXPLOSIVES**

La détermination des zones à atmosphères explosives se fera sur la base du rapport APAVE n° 03.56.EV-028/RA 22 en date du 22 janvier 2004.

Le matériel utilisé dans ces zones devra être conforme aux dispositions de l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif aux atmosphères explosives.

Ces zones sont repérées sur un plan tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles doivent répondre aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosions.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et protégés des corrosions et des chocs. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Des rapports de contrôle doivent être établis et doivent être mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### **Article 8.6.8      PROTECTION CONTRE LA FOUDRE**

Les installations doivent être protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre et aux recommandations de la Norme Française C 17-100.

#### **Article 8.6.9      PROTECTION CONTRE LES COURANTS DE CIRCULATION**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Est considéré comme "à la terre" tout équipement dont la résistance de mise à la terre est inférieure ou égale à 20 ohms.

Ces mises à la terre sont faites par des prises de terre particulières ou par des liaisons aux conducteurs de terre créées en vue de la protection des travailleurs par application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

Une consigne précise la périodicité des vérifications des prises de terre et la continuité des conducteurs de mise à la terre.

Des dispositions doivent être prises en vue de réduire les effets des courants de circulation.

Les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion, par exemple) ne doivent pas constituer des sources de danger.

### **ARTICLE 8.7    MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE**

#### **Article 8.7.1      MOYENS MINIMAUX D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE**

##### **Article 8.7.1.1      Equipe d'intervention**

Une équipe d'intervention immédiate en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement.

Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation doivent être organisés à des intervalles n'excédant pas six mois

#### **Article 8.7.1.2 Moyens relatifs aux incendies explosions**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 6 poteaux incendie, 2 en partie Nord et 4 en partie Sud, alimentés par le réseau d'eau d'irrigation de BRL et assurant un débit unitaire de 60 m<sup>3</sup>/h sous 3,5 bar,
- une installation d'extinction automatique à eau hors gel (sous air) alimentée par deux réserves d'eau indépendante de 30 et 600 m<sup>3</sup> ; ces 2 réserves sont alimentées par le réseau d'irrigation BRL.

Cette installation d'extinction automatique couvre l'ensemble des bâtiments à l'exception des bâtiments 7 (bâtiment commercial) et 11 (atelier technique).

Son fonctionnement est assuré par un groupe électro-pompe et un groupe diesel équipé d'un réservoir de 50 litres permettant une autonomie de 1h30.

Le bon fonctionnement de cette installation est contrôlé hebdomadairement par le personnel et semestriellement par une société agréée.

- 33 Robinets d'Incendie Armés répartis sur tout le site,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de fabrication,
- un bac à sable localisé à proximité du bâtiment technique.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Les dispositifs de sécurités et les moyens de secours et lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état de service et périodiquement vérifiés.

#### **Article 8.7.2 FORMATION ET ENTRAÎNEMENT DES INTERVENANTS**

Le personnel d'exploitation et d'intervention doit être initié et entraîné au port et au maniement de ces matériels. L'exploitant doit fixer par consigne :

- la composition des équipes d'intervention et leur rôle ;
- la fréquence des exercices.

### **ARTICLE 8.8 SURVEILLANCE DE LA SECURITE**

#### **Article 8.8.1 EQUIPEMENTS ET PARAMETRES IMPORTANTS POUR LA SURETE**

La liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sûreté et plus généralement pour la protection de l'environnement, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle est définie dans l'étude de dangers relative à la demande d'autorisation préfectorale.

Ces équipements et paramètres sont ceux pour lesquels une défaillance ou une dérive sont susceptibles de conduire à des conséquences significatives pour l'environnement (pollution des eaux, incendie, explosion, ...).

Les équipements importants pour la sécurité doivent être de conception éprouvée ; leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant ; leur alimentation électrique et en utilité secourues sauf parade de sécurité équivalente. Ils doivent être protégés contre les agressions.

La conduite à tenir en cas d'indisponibilité de ces équipements, notamment pour cause de maintenance, est définie par des consignes écrites.

### **Article 8.8.2 SURVEILLANCE DES PARAMETRES IMPORTANTS**

Les paramètres importants doivent être mesurés et si nécessaire enregistrés en continu.

De plus, le dispositif de conduite des installations est conçu de façon à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives excessives des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les appareils de mesures ou d'alarme des paramètres importants pour la sécurité figureront sur la liste exigée plus haut des équipements et paramètres importants

### **Article 8.8.3 SURVEILLANCE DES EQUIPEMENTS IMPORTANTS**

Ces équipements doivent être contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification doivent être enregistrées et archivées.

Une inspection périodique est effectuée sur les appareils à pression, les organes de sécurité, les réservoirs et le matériel électrique

### **Article 8.8.4 ENTRETIEN DES MOYENS DE SECOURS**

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser six mois, ainsi qu'après chaque utilisation.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les date, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspecteur des installations classées

## ***ARTICLE 9 RECAPITULATIF DES TRANSMISSIONS A L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES***

- Sous six mois :
  - relevé sonométrique prévu à l'article 7.4 ,
  - audit environnement prévu à l'article 2.7 ;
- Annuellement :
  - bilan de production de déchets prévu à l'article 6.5 ;
  - résultats contrôles annuel air prévu à l'article 5.4.2 ;
- Tous les 3 ans :
  - Relevé sonométrique prévu à l'article 7.4

## ***ARTICLE 9.1 INSPECTION DES INSTALLATIONS***

### **ARTICLE 9.1.1. INSPECTION DE L'ADMINISTRATION**

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.



### **ARTICLE 9.1.2. CONTROLES PARTICULIERS**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments ...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le Ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 9.1.3. CESSATION D'ACTIVITE**

L'autorisation cesse de produire effet au cas où les installations ne sont pas exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure

En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera M. le Préfet, au minimum trois mois avant cette cessation et dans les formes définies aux articles 34.1 à 34.6 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié

Il doit, par ailleurs, remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé

A cette fin :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles sont neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre ...);
- la qualité des sols et bâtiments est vérifiée par une étude spécifique et au besoin ceux-ci sont traités

### **ARTICLE 9.1.4. TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Tout transfert d'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration auprès de M. le Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

### **ARTICLE 9.1.5. TAXE GENERALE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES**

En application des articles 266 sexies (I, 8, b) et 266 nonies -8 du Code des Douanes, il est perçu une taxe unique dont le fait générateur est la délivrance de la présente autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement visée à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement susvisé, ainsi qu'une redevance annuelle.

### **ARTICLE 9.1.6. EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION**

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration peut juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments

2005 - 1 - 3065

**ARTICLE 9.2. RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

**ARTICLE 9.3. AFFICHAGE ET COMMUNICATION DES CONDITIONS D'AUTORISATION**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de ..... et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins de M. le Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département

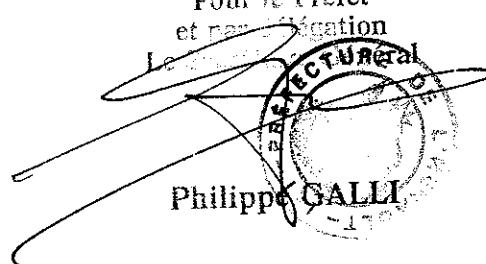
**ARTICLE 9.4. EXECUTION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,  
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
les maires de LUNEL VIEL, LUNEL, SAINT JUST et VERARGUES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie conforme leur est notifiée administrativement ainsi qu'au pétitionnaire

Montpellier, le  
LE PREFET

**1 DEC. 2005**

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Philippe GALLI

Copie conforme à l'original  
Le chef de bureau,

  
Brigitte CARDON